

[Français]

Mais j'aimerais le dire quand même.

Ce gouvernement est prêt à montrer la voie de ce renouveau. Nous nous sommes fixés quatre défis: premièrement, remettre de l'ordre dans nos finances pour être en mesure de limiter, puis de résorber l'accumulation massive de la dette publique et l'effet dommageable qu'elle exerce sur la confiance et la croissance. Deuxièmement, redéfinir le rôle de l'État pour qu'il fournisse un cadre plus propice à la croissance et à la création d'emplois et représente moins un obstacle au changement et à l'innovation. Troisièmement, promouvoir l'accroissement de l'investissement, de l'innovation et de la compétitivité ainsi qu'un climat favorable à la création et à l'essor d'entreprises nouvelles. Quatrièmement, réaliser ces changements d'une manière qui soit équitable, ouverte et conforme à l'esprit de compassion, de tolérance et de justice qui caractérise fondamentalement la société canadienne.

C'est beau! C'est beau!

[Traduction]

Nous avons eu droit à toutes sortes de beaux discours suivis d'un exposé budgétaire que je pourrais seulement qualifier de boiteux, comme je vais vous le démontrer.

Quand j'ai lu ce soir ce document remarquable, certaines images me sont venues à l'esprit, des images qui nous sont familières, du moins pour les gens de mon âge. Quand nous regardions dans les rues froides de la ville, ma ville, mais c'était sans doute vrai aussi à Baie-Comeau, en hiver, nous pouvions voir des moineaux essayer de récupérer des grains d'avoine dans le crottin de cheval. Ce soir, j'ai essayé vainement de trouver quelque chose à picorer dans ce document. Je peux vous dire qu'aucun moineau ne trouverait de quoi se nourrir là-dedans, sauf, bien sûr, en ce qui concerne la poursuite des propositions budgétaires que notre ministre des Finances avaient présentées cette année et sur lesquelles le gouvernement va légiférer, à ma grande satisfaction.

Cette semaine, j'ai lu les commentaires de Barbara Amiel au sujet du discours du trône dans lequel elle voit des «clichés prétentieux et des idées éculées». Barbara Amiel n'est pourtant pas connue comme l'un des piliers de l'Establishment libéral. Je suis curieux de voir ce qu'elle dira demain matin après avoir lu le deuxième volet de ce document.

M. Prud'homme: Elle quittera le Canada après avoir lu cela.

M. Johnston: Je ne pense pas qu'elle ira jusque-là. Elle a souligné, comme tant d'autres, que les généreuses promesses que le premier ministre a faites au cours de la campagne électorale étaient totalement incompatibles avec une réduction des déficits, et le ministre des Finances le sait parfaitement. Le ministre de la Justice (M. Crosbie), qui a eu la bonne idée de nous quitter lui aussi, a évalué le coût de ces promesses, je crois, à 20 milliards pendant la campagne électorale. Quant à nous, nous savons que c'est impossible. Nous ne nous attendions pas à ce que le ministre des Finances fasse des miracles ce soir.

[Français]

Nonobstant le fait qu'il a promis des miracles au cours de la campagne. Mais on ne s'attend pas à recevoir des miracles ici.

[Traduction]

Lorsqu'il a examiné les prévisions qui nous ont été présentées, le ministre a dit qu'il les jugeait inacceptables. Je suis d'accord là-dessus, monsieur le Président. Elles sont inacceptables, car entre l'été et le mois de novembre, selon les mêmes sources ministérielles, le déficit de 1985-1986 est passé de 27 milliards à 37 milliards environ. Il y a, en fait, une différence

Déclaration économique

de quelque 9 milliards et il faudrait que quelqu'un nous explique pourquoi ce chiffre a tellement enflé.

Des voix: Oh, oh!

M. Johnston: Il a augmenté depuis que cette équipe a mis la main sur la machine gouvernementale.

M. de Cotret: Demandez à Lalonde.

M. Johnston: En fait, ce soir nous avons vu le gouvernement enfler le déficit pour nous présenter ensuite des mesures visant à le ramener à environ 34 milliards en 1985-1986. Pendant la lecture du discours du trône, le gouverneur général nous a dit que le déficit serait réduit de façon juste, équilibrée et méthodique. On a insisté à nouveau sur cet aspect du discours du trône dans la déclaration de ce soir. Je reviens sans cesse là-dessus, monsieur le Président, parce qu'il faut être très prudent avec ce groupe pour veiller à ce que les principes dont on entend parler soient suivis d'actes. Nous n'avons encore rien vu. Nous avons vu l'inverse, comme je le signalerai.

• (1950)

Cela dit, on nous dit que le gouvernement éperonnerait le secteur privé et que les emplois que nous voulons tous viendraient du secteur privé.

[Français]

Ah! bien sûr, on va stimuler le secteur privé, on va trouver des milliers d'emplois dans ce secteur-là avec la politique que nous allons introduire nous autres.

[Traduction]

J'ai devant moi la réévaluation des programmes et des déboursés gouvernementaux portant la signature du président du Conseil du Trésor (M. de Cotret). Il semble un peu penaud; il rougit d'ailleurs, et il y a de quoi. Voyons certaines des coupes qui ont été faites. Je n'en mentionnerai que quelques-unes parce que je ne tiens pas à trop empiéter sur le temps de la Chambre. Le ministre n'est pas entré dans les détails dans sa déclaration, mais je crois que cela intéresse les Canadiens et mes collègues qui n'ont pas eu l'occasion d'examiner quelques-unes de ces mesures qui stimuleront le secteur privé et créeront des emplois.

On les trouve dans une série intéressante d'appendices à ce document. Ainsi, on a retiré 75 millions de dollars à Radio-Canada. Je ne discuterai pas de cette décision, je laisserai ce soin au critique. Est-ce ainsi que ces gens-là créeront des emplois? Certainement pas à Radio-Canada. Je demande au ministre des Finances (M. Wilson) combien d'emplois sont touchés à la suite de cette décision. Il le sait, j'en suis sûr, mais il ne nous l'a pas dit ce soir. On enlève 7.5 millions de dollars à des organismes culturels tels que le Conseil des arts du Canada, le Centre national des arts et, probablement, des troupes de théâtre de tout le Canada. En quoi est-ce que cette restriction budgétaire crée des emplois ou stimule le secteur privé? Quant au programme d'encouragement du secteur pétrolier en matière de prospection et de mise en valeur, il est amputé de 250 millions de dollars. Est-ce ainsi que l'on créera tous ces emplois dans le secteur privé? Certainement pas, monsieur le Président.

Je me permets de poursuivre. En ce qui concerne la recherche et le développement, où est le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie (M. Siddon) qui nous a dit au cours de la campagne électorale que les conservateurs allaient